

## Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

**L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Finances**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### **Absents :**

## **Budget - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2021 - Autorisation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Maire est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, la M57, instruction budgétaire et comptable utilisée par la Ville prévoit que « *pour les dépenses d'investissement incluses dans une autorisation de programme, l'engagement s'effectue dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations de programme ouvertes au cours de l'exercice précédent* ».

### **Section de fonctionnement :**

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2021, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2021, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
930	Services généraux	71 314 551	71 314 551
931	Sécurité et salubrité publique	13 768 950	13 768 950
932	Enseignement, formation professionnelle apprentissage	74 361 102	74 361 102
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	38 678 627	38 678 627
934	Santé et action sociale	43 672 929	43 672 929
935	Aménagement des territoires et habitat	18 102 579	18 102 579
936	Action économique	7 026 000	7 026 000
937	Environnement	2 043 555	2 043 555
938	Transports	4 440 245	4 440 245
940	Impositions directes	34 815 000	34 815 000
943	Opérations financières	5 055 000	5 055 000
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	227 675	227 675
946	Transferts entre les sections	29 632 500	29 632 500
<b>Total</b>		<b>343 138 713</b>	<b>343 138 713</b>

### Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2021, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2021, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonction et Libellé		Crédits votées en 2020		1/4*	1/3	Ouverture de crédit 2021
900	Services généraux	hors AP	9 438 398	2 359 599		3 764 456
		en AP	4 214 570		1 404 857	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 567 732	391 933		491 105
		en AP	297 516		99 172	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	hors AP	18 191 681	4 547 920		12 242 613
		en AP	23 084 079		7 694 693	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	5 449 069	1 362 267		3 932 842
		en AP	7 711 723		2 570 574	
904	Santé et action sociale	hors AP	1 837 787	459 447		631 762
		en AP	516 947		172 316	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	28 969 579	7 242 395		12 624 364
		en AP	16 145 910		5 381 970	
906	Action économique	hors AP	598 750	149 687		253 753
		en AP	312 198		104 066	
907	Environnement	hors AP	111 535	27 884		27 884
		en AP	500 000	125 000		125 000

921	Taxes non affectées	hors AP	715 000	178 750		178 750
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%)*	hors AP	35 353 206	26 470 206		26 470 206
925	Opérations patrimoniales	hors AP	6 842 000	1 710 500		1 710 500
926	Transferts entre les sections	hors AP	712 500	178 125		178 125
<b>Total</b>			<b>162 570 179</b>	<b>45 203 714</b>	<b>17 427 647</b>	<b>62 631 361</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201214-150763-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/12/20  
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.